



Crise dans le secteur des autobus scolaires

>> PAGE 2

**Aussi dans ce numéro :
Manifestation contre Mabe**

>> PAGE 4

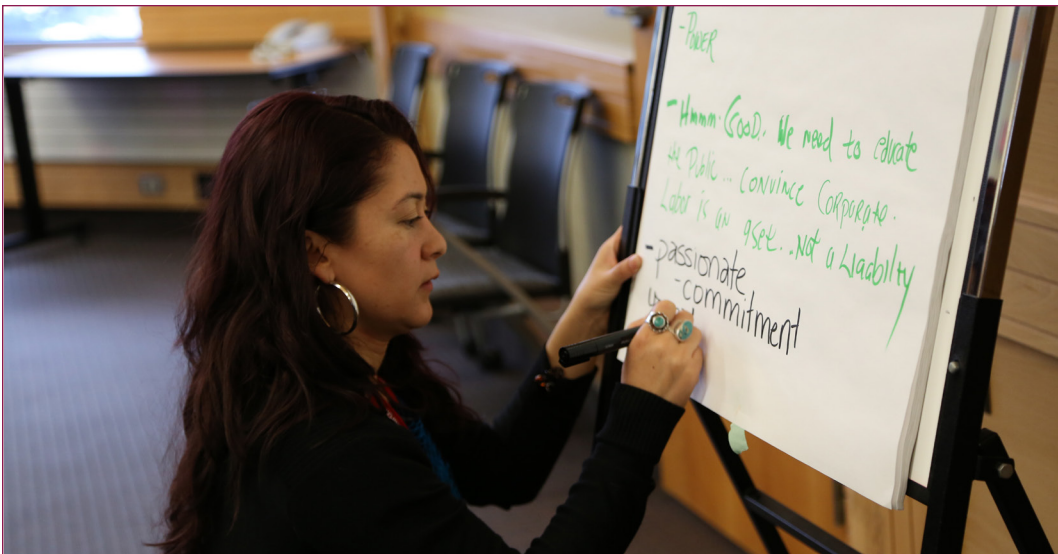
VOLUME 3, NO 6

WWW.UNIFOR.ORG

26 MARS 2015



unIFORUM



Les travailleurs du secteur du détail se mobilisent pour le changement

Unifor a tenu sa première Conférence des travailleuses et travailleurs du détail et du gros, qui s'est déroulée du 13 au 15 mars à Port Elgin.

Sous le thème « Réaliser notre potentiel de pouvoir »
>> Suite à la page 3

Des déléguées et délégués à la Conférence du secteur du détail ont répondu à des questions comme « À quoi ressemble une révolution dans le secteur du détail? »

Les membres d'Unifor en faveur du transport en commun

Les membres d'Unifor de la grande région de Vancouver entreprennent une initiative d'éducation d'envergure et de mobilisation des électeurs pour améliorer le transport en commun et le transport en

général.

Un référendum régional est en cours au sujet d'une hausse de 0,5 % de la taxe de vente provinciale pour financer une immense expansion de l'infrastructure du transport en commun dans la vallée du Bas-Fraser de la Colombie-Britannique.

Le scrutin est un projet des maires de la région après que la première ministre, Christy Clark, ait refusé de financer des améliorations aux plus grands centres urbains de la province.

Les travailleuses et travailleurs d'Unifor du secteur
>> Suite à la page 3

Entente conclue avec le CN

Les membres d'Unifor ont ratifié six nouvelles conventions collectives avec le CN Rail.

Le scrutin a eu lieu lors d'assemblées des membres qui se sont déroulées au cours des deux dernières semaines à 50 endroits différents au Canada. L'entente a été conclue le lundi 23 février, évitant un lock-out du CN.

« D'une année à l'autre, le »
>> Suite à la page 3

#unifor



Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor.

@Mireille_Lang

@UniforTheUnion dénonce les nouvelles règles du #CRTC pour la TV canadienne: menace la qualité. #Unifor @Bernieretcie newswire.ca/en/story/15010...

@Lucsyndicat

Vote de grève à 100% chez Delastek à Grand-Mère. Le respect en marche! pic.twitter.com/lftjvmhZ4v #Unifor


Entente dans les services de garde

Les membres de la section locale 4600 d'Unifor chez Town Daycare, à Glace Bay, ont ratifié une nouvelle convention collective après quatre jours de grève.


La nouvelle convention collective viendra à échéance le 31 décembre 2015 et comprend une hausse salariale de 1 % et un engagement stipulant que tout financement gouvernemental additionnel fera l'objet de négociations salariales.

« Nous ne pouvons et nous ne devrions pas accepter que des professionnelles formées, responsables de l'éducation de la petite enfance et des soins à nos enfants, soient payées des salaires aussi bas », a déclaré la présidente de la section locale 4600, Susan Gill.

Le centre de services de garde avait proposé zéro pour cent.

« Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse examine le financement des services de garde et Unifor soumettra un mémoire détaillé dans le cadre du processus d'examen », a affirmé Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique. 

SL 523, Welland

La section locale 523 d'Unifor représentant les employées et employés travaillant à l'extérieur à la Ville de Welland, en Ontario, a ratifié une nouvelle convention collective de trois ans. L'entente est rétroactive du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017. 

Encadré photo

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À
COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG



PHOTO PAR KATIE ARNUP

Les travailleuses et travailleurs du détail ont discuté de plusieurs enjeux à leur conférence.



PHOTO PAR JOHN MCLENNAN

Unifor a favorisé la conclusion d'un accord pouvant mettre fin à la grève chez le fabricant de canettes de bière Crown Holdings.

Une femme sans abri gagne sa cause avec l'aide d'Unifor

L'affaire contre une femme autochtone sans abri amenée en cour parce qu'elle avait bâti une cabane sur des terres de la Couronne dans le nord de l'Ontario a été abandonnée, grâce en partie aux efforts d'un militant d'Unifor.

Darlene Necan a dit que la décision signifie qu'elle va enfin avoir une maison.

« Je vais vivre à l'endroit où j'ai grandi. Je vais retourner à


ma maison et ne plus jamais me faire expulser sans raison. »

Steve Watson, un représentant retraité d'Unifor, a voulu lui venir en aide après avoir entendu que Darlene Necan avait bâti avant une cabane pour une personne âgée vivant dans une coopérative de poulets.

« La première chose qu'elle a faite n'était pas pour elle-même, mais pour quelqu'un

d'autre », a raconté Steve Watson à la CBC. « Ça m'a touché. »

Son avocat a souligné que l'appui de la communauté a aidé la cause de Darlene Necan.

« Nous pouvons tous tirer une leçon du fait qu'une organisation et des efforts de la base pour essayer d'atteindre et de remporter de petites victoires peuvent servir », a affirmé Michael Leitold. 

Des pertes d'emploi illustrent la crise dans le secteur des autobus scolaires

La perte récente de 430 emplois dans le secteur des autobus scolaires à Ottawa illustre la crise inutile provoquée par le processus d'appel d'offres du gouvernement de l'Ontario pour l'octroi de contrats, et souligne le besoin de réformer le système, affirme Unifor.

« Les parents et les chauffeurs méritent mieux que d'être laissés dans le brouillard année après année quant à savoir qui va transporter les enfants à l'école tous les jours », a déclaré Mike Armstrong, représentant national d'Unifor.


La compagnie First Student a

annoncé aujourd'hui aux 127 membres de la section locale 4266 d'Unifor, aux chauffeurs et autres employés, qu'elle avait perdu le contrat de 350 trajets d'autobus scolaire à Ottawa en raison du processus d'appel d'offres, un système secret que la province impose aux conseils scolaires pour les contrats d'autobus.

« Le syndicat va faire tout ce qu'il peut pour que les chauffeurs soient réembauchés par les nouveaux contractants qui auront la responsabilité des trajets l'année prochaine, mais il n'y a pas de garantie


d'emploi et aucune garantie que les chauffeurs vont conserver leur salaire et normes de travail, déjà parmi les plus faibles de la province », a déclaré Mike Armstrong.

Unifor a été un des premiers à soulever des préoccupations par rapport au processus d'appel d'offres. Son rapport « Steering Clear, Avoiding the RFP Trap » a été diffusé au début de l'année scolaire. Unifor a aussi comparu devant un panel qui s'est penché sur les appels d'offres.

Vous pouvez consulter le rapport à l'adresse www.unifor.org/schoolbuscampaign. 

>> Suite de "Les membres d'Unifor en faveur du..." on page 1

du transport en commun des sections locales 2200 et 111 mènent le bal, et Unifor s'est joint à plus de 100 autres organisations de la région pour soutenir le Oui.

« Des meilleurs services de transport en commun et des transports sont avantageux pour les travailleuses et travailleurs en facilitant et en accélérant leur déplacement entre leur emploi et la maison, afin qu'ils puissent passer plus de temps en famille plutôt que de le perdre dans de longs trajets et le trafic », a déclaré Gavin McGarrigle, coprésident de la coalition et directeur local d'Unifor en Colombie-Britannique. 

>> Suite de "Entente conclue avec le CN" on page 1

CN est une société hautement rentable », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « En 2014 seulement, les revenus du CN ont atteint 12,1 milliards de dollars. Avec cette ronde de négociations, il était important de faire des gains pour nos membres sur tous les plans afin que leurs contributions au succès du CN soient reconnues. Cela fait partie du travail de base du syndicat. »

« Ces ententes ont été possibles en raison de la profonde détermination de tous les comités à faire des progrès sur les questions considérées les plus importantes pour nos membres. »


L'entente comprend des hausses salariales chaque année de la convention de quatre ans, des améliorations aux avantages sociaux, une



Les comités de négociation d'Unifor ont fait des progrès sur les enjeux les plus importants pour les membres.

plus grande sécurité d'emploi, de meilleurs taux pour les conducteurs de camion au CNTL, des ratios plus serrés pour les apprentis, le rétablissement du comité conjoint en santé et sécurité, ainsi que des dispositions assurant l'impartition du travail à l'interne et la création de nouveaux emplois. Unifor et le CN vont aussi être partenaires dans la création d'un fonds axé principalement sur des initiatives ayant trait à l'égalité des femmes et aux questions autochtones.

« Nous représentons un vaste éventail de membres au CN et je me réjouis que nous ayons pu hausser la barre pour chaque groupe, ce qui prouve qu'en travaillant ensemble, tout le monde fait des gains », a déclaré Barry Kennedy, président du Conseil 4000.

Unifor a six conventions collectives qui couvrent les mécaniciens, le personnel clérical, les conducteurs d'excavatrice, les mécaniciens de locomotives, les inspecteurs, le personnel de l'entretien, et les chauffeurs. 

>> Suite de "Les travailleurs du secteur du détail se..." on page 1


», la conférence a réuni des membres d'Unifor des secteurs du gros et du détail de partout au pays. Les participants à la conférence ont discuté des manières pour le syndicat de développer un programme afin de renforcer le pouvoir de négociation et éliminer les obstacles ayant restreint les travailleuses et travailleurs du détail dans le passé.

Le secteur de détail et de gros est l'un des plus grands secteurs d'Unifor. Avec plus de 20 000 membres travaillant dans les commerces de détail, les supermarchés, les entrepôts alimentaires, les pharmacies, les commerces de gros et d'autres commerces partout au Canada, ils représentent un élément clé de notre syndicat et le plus grand secteur

d'emplois au Canada.

« Cette industrie est aux prises notamment avec de faibles salaires, des horaires de travail irréguliers, un taux de roulement élevé et un manque de véritables opportunités de formation », a affirmé Jenny Ahn, adjointe au président.

Lors d'une discussion en panel sur le renforcement de la solidarité entre travailleuses et travailleurs, le président de la section locale 468, Mark Armstrong, a souligné qu'Unifor doit étudier ses contrats de travail et comment les tactiques des employeurs portent atteinte à la solidarité en milieu de travail.

« Nous devons nous pencher sur les tentatives des employeurs qui cherchent à diviser pour mieux conquérir les travailleuses et travailleurs au moment des négociations », a déclaré Mark Armstrong. 

Approbation écrasante de l'entente avec Extendicare

Les membres du groupe de maisons de soins infirmiers d'Extendicare en Ontario ont ratifié 10 nouvelles conventions collectives avec une solide approbation de 96 p. cent.

La nouvelle entente comprend des améliorations aux salaires, aux avantages sociaux, aux conditions de travail, aux primes de quart et une plus forte représentation syndicale.


« Je suis fière de l'entente que nous avons pu conclure et le progrès que nous avons accompli pour nos membres », a déclaré Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario.

« Cette entente négociée a été possible grâce au travail assidu et au dévouement des membres du comité de négociation d'Unifor de partout en Ontario. Le fait d'obtenir une

ratification aussi élevée est un endossement de ce que notre comité de négociation a pu conclure au nom de nos membres. »

Dans un secteur où plusieurs syndicats dépendent sur l'arbitrage pour conclure chaque entente, Unifor se distingue en obtenant des résultats concrets par la négociation.

« Les négociations dans le secteur des soins de santé sont parmi les plus difficiles au syndicat », a affirmé Deb Tveit, adjointe au président.

« Pour conclure une entente négociée et la faire ratifier par un nombre aussi élevé de membres est la preuve que le travail a été bien fait par toutes les personnes qui y ont contribué. » 

Victoire pour les travailleuses et travailleurs des soins de santé en N-É

Les quatre syndicats représentant les travailleuses et travailleurs des soins de santé ont réussi à s'entendre avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse après des mois d'audiences d'arbitrage et de litige au sujet des droits de négociation.

« Je suis tellement fière du rôle de leadership qu'Unifor a joué dans cette épreuve. Et je suis ravie que, grâce à notre

travail, les membres d'Unifor vont rester de fiers membres d'Unifor », a déclaré Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique d'Unifor.

« Ne vous y méprenez pas, c'est une immense victoire pour nos membres et les droits des travailleuses et travailleurs. »


L'entente fait en sorte que les quatre syndicats du secteur des soins de santé

vont négocier ensemble quatre conventions collectives à l'échelle de la province sous la structure d'un Conseil des syndicats.

« J'aimerais remercier en particulier nos membres, militants et dirigeants de section locale, ainsi que les représentants de notre syndicat qui ont pris part à cette riposte, de même que notre excellent conseiller

juridique Barry Wadsworth », a déclaré Lana Payne.

« Nous avons tenu fermement à nos principes et la justice a finalement penché de notre côté. »

Les membres de tous les syndicats vont voter sur la nouvelle structure de négociation collective au cours des prochaines semaines. 


Les retraités de Mabe manifestent pour protéger leur pension

Des mois avant la fermeture prévue de l'usine d'électroménagers Mabe à Montréal, les propriétaires ont organisé un barbecue pour les travailleuses et travailleurs qui s'apprêtaient à perdre leur emploi, en guise de reconnaissance pour leur travail assidu jusqu'à la dernière journée de production. Trois jours avant la fermeture de l'usine, la compagnie a déclaré faillite et réduit de 22% les pensions des travailleuses et travailleurs, en dépit d'avoir promis qu'elle ne le ferait pas. « Ils se sont placés eux-mêmes

en faillite », a déclaré Alain Leduc, ancien président de la section locale 501 d'Unifor, une des sections locales représentant les travailleuses et travailleurs chez MC Commercial. Alain Leduc prenait la parole à une manifestation à Toronto des retraités des sections locales 501, 504, 513, 533 et 541 et de partisans à l'extérieur d'un magasin d'électroménagers haut de gamme qui vend des appareils qu'ils avaient l'habitude de fabriquer. Ils veulent que l'entreprise Mabe honore son engagement



précédent de maintenir les pensions et avantages sociaux. Les pensions sont réduites de près de 500 \$ par mois en moyenne pour les retraités. Alain Leduc a raconté l'histoire d'un retraité venant de recevoir un diagnostic de cancer et qui

apprend que son assurance-vie a été coupée. Il n'a plus d'assurance pour aider sa famille lorsqu'il sera décédé. « C'est très difficile », a ajouté Alain Leduc. Près de 1 500 retraités sont touchés à travers le Canada. 

Le CRTC met en péril la télévision locale

L'approche du CRTC à l'égard de la télévision à la carte va perturber inutilement les secteurs de la radiodiffusion et du divertissement au Canada, mettant en péril la possibilité pour le pays de raconter ses propres histoires, selon Unifor.

« Trop d'emplois sont en jeu, des emplois de personnes qui gagnent leur vie à raconter des histoires canadiennes à la population canadienne. Nos comédiens et créateurs talentueux de contenu seront

contraints à déménager aux États-Unis pour trouver du travail », a affirmé Howard Law, directeur du secteur des médias d'Unifor.

Le CRTC a annoncé le vendredi 19 février que les consommateurs pourront bientôt choisir les canaux de télévision de la câblodistribution, plutôt que de conserver le système actuel de bouquets de chaînes, ainsi que des services de câblodistribution minimalistes de stations locales et américaines. Le gouvernement

Harper avait promis dans son discours du Trône en 2013 qu'aucun emploi ne serait perdu.

« Si des stations devraient être pleinement exposées à la télévision à la carte, ce devrait être les stations américaines », a déclaré Howard Law.

Dans ses mémoires au CRTC, Unifor a dit qu'une approche hâtive de télévision à la carte et qu'une offre minimaliste coûteraient plus de 16 000 emplois d'ici 2020.

« Il revient maintenant au

gouvernement Harper d'expliquer comment il va respecter sa promesse livrée dans son discours du Trône », a ajouté Randy Kitt, président du Conseil des médias d'Unifor.

Dans une décision précédente, le CRTC a réduit le pourcentage de contenu canadien devant être diffusé pendant le jour à la télévision; Randy Kitt estime que cette mesure va faire disparaître d'autres emplois et porter atteinte à la capacité des radiodiffuseurs de diffuser des nouvelles canadiennes. 